



Les nationalistes ukrainiens: liberté ou illégalité?

Par [Christine Benoît](#)

Mondialisation.ca, 12 juillet 2018

Région : [Russie et CEI](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [Crise en Ukraine](#)

Au début du mois passé, le président de l'Assemblée nationale a été vivement critiqué pour avoir reçu son homologue ukrainien Andry Parouby, fondateur du Parti social-nationaliste d'Ukraine, mouvement néonazi et antisémite, renommé Svoboda (liberté en français) en 2004. D'autant plus que les défenseurs des droits de l'homme s'inquiètent depuis longtemps déjà de la passivité des autorités de Kiev face à la multiplication des attaques perpétrées par des organisations d'extrême droite en Ukraine.

Les nationalistes radicaux s'agitent dans le pays

Sur fond de désordre post-révolutionnaire et de guerre dans l'est du pays, l'influence du mouvement nationaliste radical s'accroît en Ukraine. Des activistes d'extrême droite [s'attaquent](#) aux églises, aux [minorités](#) nationales et sexuelles. Malheureusement, la plupart de leurs crimes, dont certains sont encouragés par les autorités, restent impunis. Malgré l'apparence démocratique, [la « révolution de la dignité »](#) a abouti à une corruption éhontée, à un nationalisme militant et au déclin des libertés.

Un tel état de choses est dû à la faiblesse du gouvernement et sa crainte de perdre le pouvoir. Les événements tragiques de 2014 ont été [marqués](#) par des violences commises par des groupes nationalistes tels que Pravy Sector, Svoboda et d'autres. Par ailleurs, certains des leaders se sont ensuite retrouvés au gouvernement, comme c'était le cas de monsieur Parouby. Le régime de Kiev ferme toujours les yeux face aux activités criminelles de l'extrême droite et sa croissance dans la société ukrainienne, car il espère exploiter ces forces pour arriver à ses fins lors d'une campagne électorale. Les fonctionnaires sont prêts à tout pour se remettre à flot alors que le pays se plonge dans l'extrémisme. Mais les autorités ukrainiennes ne sont pas capables de voir les conséquences de leurs actions ou leur passivité alors que cela risque de tourner en tragédie pour eux et pour tout le pays.

L'Europe ne doit pas rester silencieux

Dans ce contexte, il est important que la communauté internationale porte une attention particulière à ce problème. Les activistes et les défenseurs des droits de l'homme peuvent unir leurs efforts pour dénoncer et lutter contre le nationalisme extrémiste et toute sorte de discrimination au plus haut niveau. Les institutions européennes, elles aussi, peuvent contribuer et geler leur aide financière à Kiev jusqu'à ce que les criminels extrémistes soient condamnés.

Christine Benoît

Articles Par : [Christine Benoît](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca